



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des  
territoires et de la mer**

Service de l'Environnement  
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Arras, le **21 DEC. 2021**

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT COMPLEMENT A L'ARRETE PREFECTORAL  
DU 3 OCTOBRE 2011 AUTORISANT AU TITRE DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE  
L'ENVIRONNEMENT LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE ARQUES**

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-1 et suivants ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-8, L.2224-10 et R. 2224-6, R. 2224-10 à 17 ;
- Vu** le code de la santé publique et notamment les articles L.1331-1, L.1331-6, L.1331-10 et L.1337-2 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de Monsieur Alain CASTANIER en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Louis LE FRANC en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2020-10-19 du 24 août 2020 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Alain CASTANIER, Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Artois-Picardie ;
- Vu** l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois-Picardie ;
- Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation pour les ouvrages de traitement des eaux usées et le devenir des

sous-produits de l'agglomération de ARQUES en date du 3 octobre 2011 ;

**Vu** la décision prise par la Communauté d'Agglomération du Pays de St Omer (CAPSO) concernant le choix du critère de conformité du système de collecte par courrier du 19 mars 2021 ;

**Vu** le rapport du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en charge de la Police de l'Eau en date du 15 juin 2021 ;

**Vu** le porter à connaissance du pétitionnaire du 13 juillet 2021 sur le projet d'arrêté statuant sur sa demande et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

**Vu** l'absence de réponse du pétitionnaire ;

**Considérant** qu'il peut être donné suite à la requête ci-dessus visée, sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour éviter toute modification de la nature et du régime des eaux ;

**Considérant** que le système d'assainissement de ARQUES doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié transposant la Directive Européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines N°91/271/CEE du 21 mai 1991 (DERU) ;

**Considérant** le choix du critère de conformité du système de collecte par le bénéficiaire par courrier du 19 mars 2021 ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

## ARRÊTE

L'arrêté préfectoral en date du 3 octobre 2011 autorisant, au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement, la station d'épuration de ARQUES, est complété par les articles suivants :

### Article 1<sup>er</sup> – Critère de conformité du système de collecte

Le critère de conformité du système de collecte de l'agglomération d'assainissement de ARQUES comprenant les communes de Arques, Blendecques, Racquighem, Longuenesse, Wardrecques, Campagne-lès-Wardrecques, Clairmarais et St Omer est le suivant :

- les rejets par temps de pluie représentent moins de **5 % des volumes d'eaux usées** produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année.

Ce critère sera utilisé par les services en charge de la Police de l'Eau pour statuer sur la conformité annuelle du système de collecte. Les données sont issues de l'autosurveillance des points réglementaires A1 (déversoirs d'orages ou trop-plein du système de collecte).

Les volumes d'eaux usées produits par l'agglomération pendant la période considérée sont calculés en totalisant les volumes déversés durant cette période au niveau des déversoirs d'orages soumis à autosurveillance (points A1), au niveau du déversoir de tête de station (point A2) et entrant en station (point A3).

Ainsi, le système de collecte de l'agglomération d'assainissement sera jugé « Conforme » si :

$$\frac{\sum \text{volumes au niveau des A1}}{\sum \text{volumes au niveau des A1 et A2 et A3}} * 100 \leq 5$$

Afin de prendre en compte la variabilité interannuelle de la pluviométrie, cette analyse sera menée chaque année sur la base des 5 dernières années de données d'autosurveillance (moyenne glissante).

### **Article 2** – Programme d'action

Afin de pouvoir atteindre la conformité au vu du critère retenu, le pétitionnaire s'engage à réaliser le programme d'action suivant (la numérotation des actions a été conservée) :

- Action 1 : réhabilitation de réseau sur les secteurs : Arques (quartier des chanteurs, avenue François Mitterrand), Wardrecques (rue de la motte du moulin, résidence de l'avenir) et Racquinghem (rue de Roquetoire, rue valentin denoyelle, rue de beaumont et rue des bruyères) au plus tard pour le 31 décembre 2022 ;
- Action 1-bis : réhabilitation de réseau sur le secteur RD943 à Racquinghem et rue potier à Wardrecques au plus tard pour le 31 décembre 2026 ;
- Action 2 : inspections télévisées et curages de 691 mètres-linéaires par an de 2021 à 2026 puis 800 mètres-linéaires de 2027 à 2030. Ces inspections donneront lieu à un programme de travaux complémentaires sur la base de 250 mètres-linéaires de 2023 à 2030 ;
- Action 4 : rehausse du déversoir d'orage « Roux » au plus tard pour le 31 décembre 2022 ;
- Action 5 : étude sur les sites présentant des surfaces à déraccorder avec une validation des sites retenus au plus tard pour le 31 décembre 2022 et une exécution des travaux au plus tard pour le 31 décembre 2030 ;
- Action 7 : mise en pseudo-séparatif des quartiers des cordonniers (Arques) et Jules Guesde (Blendecques) pour le 31 décembre 2025 ;
- Action 8 : rendu annuel de l'état des lieux des conventions de raccordement des établissements industriels au travers du bilan annuel du système d'assainissement à compter du bilan pour l'année 2021.

La conformité du système de collecte sera également évaluée chaque année au regard du respect du programme d'action décrit ci-avant.

### **Article 3** – Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel précaire et révocable sans indemnité.

Si à quelque date que ce soit l'administration décidait, dans un but d'intérêt général, de modifier, d'une manière temporaire ou définitive, l'usage des avantages autorisés par le présent arrêté, le pétitionnaire ne pourrait se prévaloir d'aucune indemnité.

#### **Article 4** – Réserve des droits des tiers

Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5**– Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations.

#### **Article 6** – Publication et information des tiers

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de la présente autorisation est déposée à la mairie des communes d'implantation du projet visé à l'article 1<sup>er</sup> et peut y être consultée ;
- Un extrait de la présente autorisation, est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans les communes d'implantation du projet visé à l'article 1er. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- La présente autorisation est adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales consultées en application du R.181-38 ;
- La présente autorisation est publiée sur le site internet des services de l'État dans le département qui a délivré l'acte, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7** – Voies et délais de recours

I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

II.– La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours administratif de deux mois qui prolonge le délai de recours contentieux.

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu informé d'un tel recours.

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II., les tiers, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de du projet mentionné à l'article 1er, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

## **Article 8** – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et les Maires mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de St-Omer.

  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint  
**Jean RICHERT**

Copie à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Omer,
- Messieurs les Maires de Arques, Blendecques, Racquighem, Longuenesse, Wardrecques, Campagne-lès-Wardrecques, Clairmarais et St Omer,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (SDE/GUPEN),
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.